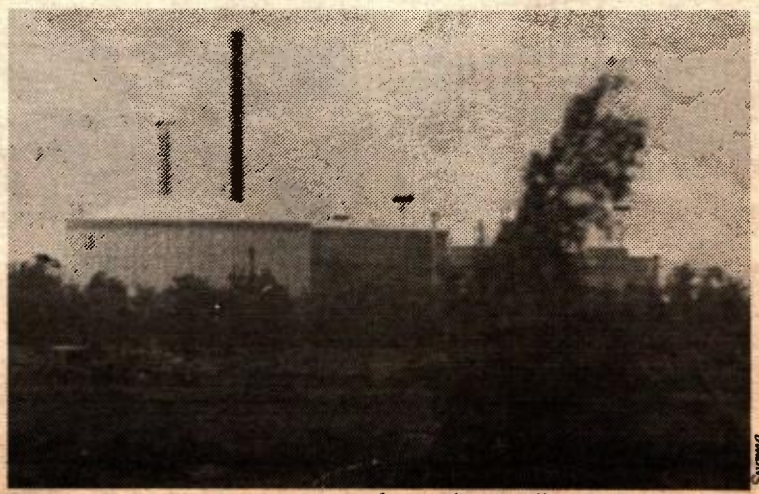
Tammouz, l'antichambre de la bombe ?

Malgré les déclarations rassurantes prononcées à l'époque par les dirigeants français, le matériel livré à l'Irak pouvait être, grâce à certaines techniques sophistiquées, détourné à des fins militaires.

En refusant de vendre à l'Irak une centrale nucléaire de la filière graphite-gaz de 500 meagawatts, permettant de fabriquer du plutonium à des fins militaires, et en convainquant Bagdad de se rabattre sur une centrale à pile atomique *« expérimentale »*, le gouvernement de Jacques Chirac prétendait à l'époque refuser à un ennemi d'Israël la « technologie de la bombe ». Une décision qui respectait à la lettre le traité de non-prolifération (TNP) d'armes et techniques nucléaires signé, selon les pays, à la fin des années 60.

L'argumentation, traditionnelle chez les atomistes français, qui distingue les usages militaires et civils de l'atome, apparaît pourtant discutable. Tout d'abord parce que la filière graphite-gaz a longtemps été utilisée en France à la fois pour fabriquer de l'électricité et pour ses qualités « plutogéniques » – c'est-à-dire pour produire du plutonium à partir d'uranium naturel, facilement disponible sur le marché. Ensuite parce que l'abandon progressif de cette filière n'a évidemment pas stoppé la fabrication de la bombe atomique: d'autres filières « plutogéniques » existent. En France, les surgénérateurs de type Phénix font merveille. Ailleurs, le couplage d'une centrale à pile atomique à eau légère dite *« expérimentale »* peut permetre de fabriquer du plutonium. N'importe quel conseiller scientifique de n'importe quel cabinet ministériel est capable de le savoir et de prévenir l'autorité politique. C'est bien évidemment ce couplage du réacteur du centre de Saclay Osiris avec les « cellules chaudes » qui auraient pu permettre à l'Irak de contourner les restrictions officielles françaises et d'entrer « par la fenêtre » dans le club des pays atomiques.

Le principe technique est le suivant : le réacteur vendu par la France à l'Irak est une version améliorée d'Osiris (du nom du dieu de la mort dans l'ancienne Egypte). Ce réacteur fonctionne à l'uranium enrichi à 93 % par un isotope appelé Uranium 235, qui seul est fissible, et consomme trois à cinq fois la charge initiale de cet isotope (12,9 kg). Or la configuration du réacteur irakien, baptisé Osirak, permettait d'y traiter, semble-t-il, une quantité supérieure d'uranium enrichi, et par là-même de passer du stade *« expérimental »* au stade industriel.



Sygma

La centrale de Tammouz avant sa destruction par l'armée israélienne

De plus, les techniciens irakiens ont pu disposer autour du chœur du réacteur des « assemblages fertiles » (sorte de bague d'uranium naturel). Ces assemblages permettaient de récupérer les neutrons du flux produit par l'activité du cœur, et de les stocker das une espèce de mélange d'uranium contenant dès lors du plutonium. A ce stade, il reste à extraire le plutonium de cette infame bouillie de matière radioactive. Un seul moyen existe : les fameuses « cellules chaudes », un laboratoire utilisant un procédé chimique extrêmement complexe et délicat.

Il fut fourni, tout à fait officiellement par l'Italie à l'Irak. Mieux, dans leur livre, Ben Porat et Uri Dan, citant un rapport de la CIA de la fin de l'année 1980, indiquent que certains centres industriels chimiques français auraient fourni le même matériel à Bagdad : *« En fait, diront les Américains, l'acquisition du laboratoire italien avait pour but de servir de moyen de diversion et de camouflage à l'opération essentielle, qui était l'installation du laboratoire français dans les profondeurs de Tuwaitha. »* (le réacteur de Tamouz). Le gouvernement de Jacques Chirac était-il au courant de l'accord passé entre l'Irak et ces entreprises françaises? Les Américains le pensent, sans pouvoir en fournir une preuve tangible.

Selon le professeur israélien de physique nucléaire Néemane, les Irakiens pouvaient très bien, en un an et demi, produire par cette méthode une quantité de plutonium suffisante pour construire la bombe atomique (à savoir 6 kg).

Ainsi, quelles que soient les conditions de l'accord passé avec l'Irak, les responables français ne pouvaient ignorer cette possible utilisation militaire de leur matériel. C'est d'ailleurs ce que soulignait François Nicoullaud, conseiller nucléaire du ministre des Affaires étrangères, à la suite d'un *Mémoire sur Osirak* commandé à trois scientifiques français par le Quai d'Orsay, dès le mois de mai 1981, après l'arrivée de François Mitterrand à l'Elysée, *« on peut se demander pourquoi le gouvernement, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, a tenu à conclure l'accord de vente d'Osiris malgré ses risques graves et évidents. »*

Vincent TARDIEU